

5000F  
N° 43/CA du Répertoire

N° 2005-141 /CA2 du Greffe

Arrêt du 18 avril 2013

Affaire : DAKPOGAN Marius

C/

Etat béninois représenté par l'Agent  
Judiciaire du trésor

ABC

**REPUBLIQUE DU BENIN**

**AU NOM DU PEUPLE BENINOIS**

**COUR SUPREME**

**CHAMBRE ADMINISTRATIVE**

La Cour,

Vu la requête en date à Cotonou du 12 avril 2005 enregistrée au greffe de la Cour le 21 octobre 2005 sous le n° 1225/GCS, par laquelle monsieur Marius DAKPOGAN, ès-qualité de fondateur de l'école de formation professionnelle « la Victoire » (EFPV), demeurant et domicilié au carré 595 Gbégamey Cotonou, par l'organe de son Conseil, Maître Cyrille Y. DJIKUI, avocat à la Cour d'Appel de Cotonou, a introduit contre l'Etat béninois, un recours de plein contentieux, aux fins d'obtenir sa condamnation au paiement de la somme de un milliard (1.000.000.000) de francs en réparation du préjudice qui lui a été causé par la fermeture de son école, suite à l'Arrêté n° 0117/MENRS/DC/CAB/DPP du 06 septembre 1999 du Ministre de l'Education Nationale et de la Recherche Scientifique ;

Vu le mémoire ampliatif du 11 avril 2006, enregistré au greffe le 14 avril 2006, sous le n° 354/GCS ;

Vu la lettre n° 1824/GCS du 15 mai 2006 par laquelle la requête introductive d'instance, le mémoire ampliatif et les pièces y annexées ont été communiqués, pour ses observations, à l'Agent judiciaire du Trésor ;

Vu la lettre n° 773/AJT/BCG/SA en date du 17 août 2006 enregistrée au greffe de la Cour le 21 août 2006 sous le n° 871/GCS, par laquelle l'Agent judiciaire du Trésor a transmis à la Cour son mémoire en défense ;

Vu la lettre n°4306/GCS du 13 novembre 2006 par laquelle les observations de l'Agent Judiciaire du Trésor ont été communiquées au requérant pour une réplique éventuelle ;

Vu le reçu n°3246 du 09 novembre 2005 constatant le paiement de la consignation légale ;

Vu la Loi n° 90-92 du 11 décembre 1990 portant Constitution de la République du Bénin ;

Vu l'Ordonnance n°21/PR du 26 avril 1966 portant Composition, Organisation, Fonctionnement et Attributions de la Cour Suprême ;

Vu toutes les autres pièces du dossier ;

Ouï le Conseiller **Bernadette HOUNDEKANDJI-CODJOVI** en son rapport ;

Ouï l'Avocat Général **Raoul OUENDO** en ses conclusions ;

Après en avoir délibéré conformément à la Loi :

### **EN LA FORME**

Considérant qu'en matière de plein contentieux, le requérant doit, préalablement à l'instance, saisir de sa prétention l'administration compétente pour obtenir de celle-ci une décision liant le contentieux ; que le montant du préjudice dont il demande réparation doit être chiffré devant l'administration de façon à ce que le litige venant à être porté devant le juge administratif soit déjà fixé, tant dans sa nature que dans son contenu ;

Considérant que dans le cas d'espèce, monsieur Marius DAKPOGAN allègue que pour obtenir réparation du préjudice subi, il a saisi le Ministre de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle d'un recours gracieux, suivant requête en date du 24 janvier 2005 ;

Mais qu'invité par lettre n° 1073/GCS du 27 octobre 2010 à faire la preuve de ce recours gracieux, le requérant ne s'est pas exécuté ;

Que, par conséquent, son recours est irrecevable.

**PAR CES MOTIFS**

**DECIDE**

**Article 1<sup>er</sup>** : Le recours de plein contentieux de monsieur Marius DAKPOGAN en date du 21 octobre 2005 contre l'Etat béninois est irrecevable.

**Article 2** : Les dépens sont mis à la charge du requérant.

**Article 3** : Notification de la présente Décision sera faite aux parties et au Procureur Général près la Cour Suprême.

Ainsi fait et délibéré par la Cour Suprême (Chambre Administrative), composée de :

**Grégoire ALAYE**, Président de la Chambre Administrative,

**PRESIDENT,**

**HOUNDEKANDJI-CODJOVI Bernadette }**

**Et**

**{**

**Victor D. ADOSSOU**

**}**

**CONSEILLERS,**

Et prononcé à l'audience publique du jeudi dix-huit avril deux mille treize, la Chambre étant composée comme il est dit ci-dessus et en présence de

**Raoul OUENDO,**

**MINISTERE PUBIC ;**

Et de Maître **Hortense LOGOSSOU-MAHMA,**

**GREFFIER.**

Et ont signé,

Le Président,

Le Rapporteur,

  
Grégoire ALAYE

  
Bernadette HOUNDEKANDJI-CODJOVI

Le Greffier.

  
Hortense LOGOSSOU-MAHMA